Le Conseil,

Vu le rapport du 24 mai 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la voirie vient de me communiquer un détail estimatif de 7 176 000 F TTC auquel sont joints quatre dossiers de consultation des entrepreneurs, relatif à la requalification de la zone industrielle de Montmartin, à l'aménagement du secteur du Mont Blanc et à l'accès aux abattoirs à Corbas.

La zone à réaménager concernerait les voies d'accès aux abattoirs et au bâtiment administratif CEDIV situés dans la zone industrielle de Corbas-Montmartin.

Le projet consisterait à :

- intégrer une plate-forme paysagée et des stationnements en contre-allée dans la rue du Mont Blanc,
- traiter, sous forme de place, les abords de l'actuel bâtiment CEDIV (accueil-restauration) vers l'accès aux abattoirs.

Les nouveaux alignements, les plantations d'arbres à haute tige et la réorganisation des stationnements développeraient une ambiance plus urbaine qui conforterait la centralité de ce secteur dans la zone industrielle.

Les voies réalisées seraient intégrées, après travaux, dans le domaine public communautaire car le site d'intervention est actuellement géré de façon privée.

L'opération, estimée à 7 176 000 F TTC, comporterait huit lots :

- lot n° 1 : travaux de voirie,
- lot n° 2 : travaux d'assainissement,
- lot n° 3 : travaux de pavage,
- lot n° 4 : travaux de plantations,
- lot n° 5 : travaux de signalisation,
- lot n° 6 : travaux sur réseaux d'eau,
- lot n° 7 : mission de coordination-sécurité,
- lot n° 8 : plans de récolement.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure ci-dessous le 9 mai 2000 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu les articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

1° - Accepte les présent détail estimatif et dossiers de consultation des entrepreneurs, lesquels seront rendus définitifs.

2° - Décide que :

a) - les travaux de voirie, d'assainissement, de pavage et de plantations seront traités par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 à 298 du livre III du code des marchés publics,

b) - les travaux de signalisation, d'eau, l'établissement de plans de récolement ainsi que la mission coordination-sécurité seront réglés sur les marchés annuels traités par voie d'appel d'offres et conclus à cet effet par les directions de la voirie, de l'eau, des ressources humaines et des systèmes d'information et de télécommunications,

c) - les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter les offres retenues pour valoir actes d'engagement et à signer les marchés ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération.

4° - La dépense de 7 176 000 F, à engager pour cette opération, sera prélevée sur les crédits mis à la disposition de la direction de la voirie par la délégation générale du développement urbain, au titre du budget primitif de l'exercice 2000, pour 2 000 000 F et le complément au titre des autorisations de programme pour l'exercice 2001 - comptes 231 510 et 212 100 - opération 0282.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,